



**PRESTATIONS DE SERVICES DE RESTAURATION SOCIALE
ET DE PRESTATIONS ANNEXES SUR LE SITE DU CAMPUS
ROUTE DE MENDE DE LA DELEGATION OCCITANIE EST DU
CNRS**

CONSULTATION N° 2025-AG-08

**CNRS
Délégation Occitanie Est**

ANNEXE N°1 AU C.C.A.P.

**DEVELOPPEMENT DURABLE
CLAUSE OBLIGATOIRE
DE PROGRES**

Cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution visées par les articles L2112-2 à L2112-4 du Code de la commande publique.

Le CNRS a pris en compte la dimension développement durable dans la définition de ce besoin au sens de l'article L2111-1.

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il a été décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une **clause obligatoire** de progrès.

Attention, les candidats ne sont pas autorisés à formuler, dans leur offre, des réserves sur cette clause obligatoire. Une offre qui ne satisferait pas à ces conditions, sera déclarée irrégulière, au motif du non-respect du cahier des charges.

D'après le guide de l'achat public 2020 :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dae/doc/Guide%20Plan%20de%20Progre%CC%80s-Hyperlien.pdf?v=1641390529

5 axes peuvent être impactés par le plan de progrès. Cette opération est concerné.e par le volet Social.

1- Plan de progrès : volet social :

Il est demandé à l'entreprise de réfléchir au préalable sur les 2 axes de progrès parmi les 4 proposés qui seront travaillés dès la première rencontre.

- Recrutement et maintien dans l'emploi des personnes éloignées de l'emploi
- Découverte et sensibilisation des métiers
- Lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité femme homme
- Améliorer la santé et la sécurité au travail

AXES	Exemples d'actions possibles (1 à 3 actions par axe)
<input type="checkbox"/> Axe 1 <i>Recrutement et maintien dans l'emploi des personnes éloignées de l'emploi</i>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Accroître le volume d'heures d'insertion prévu ✓ S'engager sur la nature et la durée des formations proposées ✓ S'engager sur la qualité et la fréquence du tutorat mis en place ✓ S'engager sur la diversification des profils éligibles, la part des publics éligibles à l'insertion en alternance ✓ Recruter des personnes relevant de l'insertion sur un certain volume horaire annuel ✓ Participer à une (des) rencontres ou forums pour l'emploi sur le territoire en vue de recrutements, etc.
<input type="checkbox"/> Axe 2 <i>Découverte et sensibilisation des métiers</i>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Participer à des journées portes ouvertes pour des publics ciblés ✓ Participer à des temps de découvertes métiers avec des publics ciblés ✓ Accueillir des demandeur·ses d'emploi pour des enquêtes métier ✓ Accueillir des publics en recherche d'emploi ou projet professionnel, pour des stages ou PMSMP, etc.
<input type="checkbox"/> Axe 3 <i>Lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité femme homme</i>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Progression de la part des femmes parmi les publics en insertion ✓ Dispositifs de promotion de l'égalité professionnelle ✓ Lutte contre les discriminations à l'embauche et découverte des métiers ✓ Sensibilisation sur les comportements sexistes au travail ✓ Conciliation des temps de vie professionnels et personnels, etc.
<input type="checkbox"/> Axe 4 <i>Améliorer la santé et la sécurité au travail</i>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Prévention des maladies et accidents professionnels ✓ Amélioration des conditions de travail ✓ S'engager sur la lutte contre l'illettrisme en milieu professionnel

A NOTER : une à trois actions par axe (soit minimum 2 actions et maximum 6 actions par an) seront suivies par la PCS

2- Modalités de mise en œuvre

Afin de faciliter la mise en œuvre de ce plan de progrès, **le CNRS** a confié à la **Plateforme Clause Sociale de Montpellier Méditerranée Métropole** le suivi de cette clause. Dans ce cadre, un dispositif d'accompagnement des entreprises, tout au long de l'opération, sera mis en place.

A l'attribution du marché, **le CNRS** est tenu d'inviter **la ou les entreprise.s attributaire.s** et la **Plateforme Clause Sociale de Montpellier Métropole Méditerranée** à une première réunion « de mise en œuvre du plan de progrès ».

Cette rencontre a pour but de convenir d'objectifs pour la première année.

L'entreprise, l'acheteur et la Plateforme Clause Sociale (PCS) y précisent les objectifs partagés et déterminent les actions et/ou les moyens que les parties, individuellement ou collectivement, s'engagent à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs.

Ce plan d'actions précise également les rôles et responsabilités des acteurs, les modalités de pilotage et d'évaluation. Il est rédigé par la Plateforme Clause Sociale. Il est signé dès la première rencontre par les trois parties (DO, Entreprise, PCS)

A chaque date anniversaire du présent marché, le titulaire, l'acheteur et la Plateforme Clause Sociale font un point sur l'état d'avancement de cette démarche progrès et les actions seront évaluées et possiblement révisées. La révision et le nouveau plan d'action fera l'objet d'un nouvel accord par la signature des trois parties.

Le non-respect de la signature de ce plan de progrès annuellement par l'entreprise est soumis à pénalité.

Pour obtenir des informations sur cette clause sociale lors de la préparation de votre offre vous pouvez poser vos questions via le profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande de la Plateforme Clause Sociale, le titulaire devra fournir, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles, propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le référent désigné par l'acheteur, étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

3- Pénalités pour non-respect de l'engagement au plan de progrès

Pour RAPPEL :

- Pénalités pour non-respect de l'engagement de la clause sociale et du plan de progrès

En cas de non-respect de la signature du document « engagement au plan de progrès » annuellement imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à **500 euros** par année non signée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à **100 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

4- Engagement du candidat :

Le candidat en signant son acte d'engagement :

- ✓ DECLARE avoir pris connaissance de la présente annexe au cahier des clauses administratives particulières
- ✓ S'ENGAGE dans le mois suivant l'attribution du marché à se rendre disponible à la première réunion « Mise en œuvre du Plan de Progrès » que le donneur d'ordre organise. Pour rappel cette première réunion est nécessaire à l'élaboration du plan progrès. Il faut ensuite le signer et planifier la réunion pour faire un point sur ce sujet tous les ans à date anniversaire.
- ✓ S'ENGAGE à fournir, à la demande dudit facilitateur en charge de cette opération et dans le délai qui lui sera imparti, toutes informations utiles à l'appréciation de la réalisation de l'action comme indiqué ci-avant.